

TRADUCTION

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 2005 — 2253

[C — 2005/36076]

22 JUILLET 2005. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 5 juin 1989 déterminant les cours généraux, les cours artistiques, les cours techniques et les cours pratiques dans les établissements d'enseignement secondaire à temps plein et dans les établissements d'enseignement secondaire à temps plein qui fonctionnent comme centres d'enseignement secondaire professionnel à temps partiel organisés ou subventionnés par la Communauté flamande, à l'exception des établissements d'enseignement secondaire spécial

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 31 juillet 1990 relatif à l'enseignement-II, notamment l'article 55*bis*, inséré par le décret du 13 juillet 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 5 juin 1989 déterminant les cours généraux, les cours artistiques, les cours techniques et les cours pratiques dans les établissements d'enseignement secondaire à temps plein et dans les établissements d'enseignement secondaire à temps plein qui fonctionnent comme centres d'enseignement secondaire professionnel à temps partiel organisés ou subventionnés par la Communauté flamande, à l'exception des établissements d'enseignement secondaire spécial, modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 31 juillet 1990, 5 juin et 19 décembre 1991, 30 mai et 9 juillet 1996, 9 juin 1998, 6 octobre 2000 et 19 septembre 2003;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 février 2005;

Vu le protocole n° 545 du 10 juin 2005 portant les conclusions des négociations menées en réunion commune du Comité sectoriel X et de la sous-section "Communauté flamande" de la section 2 du Comité des services publics provinciaux et locaux;

Vu le protocole n° 310 du 10 juin 2005 portant les conclusions des négociations menées en réunion commune du Comité coordinateur de négociation de l'enseignement libre subventionné;

Vu l'avis 38.635/1 du Conseil d'Etat, donné le 14 juillet 2005, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Emploi, de l'Enseignement et de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 5 juin 1989 déterminant les cours généraux, les cours artistiques, les cours techniques et les cours pratiques dans les établissements d'enseignement secondaire à temps plein et dans les établissements d'enseignement secondaire à temps plein qui fonctionnent comme centres d'enseignement secondaire professionnel à temps partiel organisés ou subventionnés par la Communauté flamande, à l'exception des établissements d'enseignement secondaire spécial, modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 19 décembre 1991, 6 octobre 2000 et 19 septembre 2003, les mots "courants philosophiques" sont remplacés par le mot "philosophie".

Art. 2. Dans l'article 4, § 2, du même arrêté du Gouvernement flamand du 5 juin 1989, modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 5 juin 1991, 19 décembre 1991, 30 mai 1996, 9 juillet 1996, 9 juin 1998 et 19 septembre 2003, le mot "habillement" est remplacé par le mot "mode".

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2005.

Art. 4. Le Ministre flamand qui a l'Enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 22 juillet 2005.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

Y. LETERME

Le Ministre flamand de l'Emploi, de l'Enseignement et de la Formation,

F. VANDENBROUCKE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2005 — 2254

[C — 2005/29230]

20 JUILLET 2005. — Décret portant amélioration de l'encadrement dans l'enseignement maternel et primaire (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. L'article 11, § 2, du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Le directeur, dans l'enseignement de la Communauté française, le pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné, tiennent à disposition du Gouvernement, selon les modalités que celui-ci détermine, l'horaire hebdomadaire tant des élèves que des enseignants, après concertation avec le comité de concertation de base dans l'enseignement de la Communauté française, la commission paritaire locale dans l'enseignement officiel subventionné et les conseils d'entreprises, ou, à défaut, le comité pour la prévention et la protection du travail, ou, à défaut, les instances de concertation locale, ou, à défaut, les délégations syndicales dans l'enseignement libre subventionné.

L'horaire hebdomadaire des élèves indique les membres du personnel qui dispensent les différents cours. »

Art. 2. A l'article 28 du décret du 13 juillet 1998 précité, entre les termes « le cas échéant, » et les termes « les cours d'adaptation à la langue de l'enseignement », sont insérés les termes « le complément d'encadrement pour les 1^{er} et 2^e primaires et ».

Art. 3. A l'article 29, § 1^{er} du décret du 13 juillet 1998 précité, dans le tableau, le nombre de périodes « 26 » pour un nombre d'élèves jusqu'à 19 est remplacé par le nombre « 32 », le nombre de périodes « 28 » pour un nombre d'élèves de 20 à 25 est remplacé par le nombre « 38 » et le nombre de périodes « 54 » pour un nombre d'élèves de 31 à 44 est remplacé par le nombre « 64 ».

Art. 4. A l'article 30 du décret du 13 juillet 1998 précité, il est ajouté deux alinéas rédigés comme suit :

« Par dérogation à ce qui précède, si au 1^{er} octobre de l'année scolaire en cours la variation du nombre d'élèves, à la hausse ou à la baisse, est telle qu'une des normes définies à l'alinéa 1^{er} est atteinte, le nombre de périodes générées pour la direction de l'école est ajusté en conséquence.

Le § 2 de l'article 29 est d'application pour le comptage du nombre d'élèves visés aux alinéas précédents. »

Art. 5. Entre les articles 31 et 32 du décret du 13 juillet 1998 précité est inséré un article 31*bis* rédigé comme suit :

« Article 31*bis*. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 27, pour les écoles ou implantations à comptage séparé comptant plus de 50 élèves au niveau primaire, le nombre de périodes générées pour le complément d'encadrement pour les 1^{re} et 2^e primaires, est déterminé, au 1^{er} octobre, par la différence entre le nombre de périodes correspondant à l'encadrement nécessaire pour 20 élèves, et le nombre d'élèves de 1^{re} et 2^e primaires par implantation multipliée par l'apport moyen calculé au 15 janvier précédent visé à l'alinéa 2.

L'apport moyen visé à l'alinéa précédent est obtenu, au 15 janvier, en divisant le capital-périodes constitué des périodes de titulaires, d'éducation physique et de maître d'adaptation par le nombre d'élèves total de l'école ou de l'implantation à comptage séparé.

L'encadrement nécessaire pour 20 élèves visé à l'alinéa 1^{er} est obtenu au 1^{er} octobre en divisant la somme des élèves de 1^{re} et 2^e primaires par implantation par 20 et en multipliant ce résultat par 26, arrondi le cas échéant au quart temps supérieur.

La différence visée à l'alinéa 1^{er} est à reporter dans le tableau ci-dessous pour déterminer le nombre de périodes constituant le complément qui y correspond.

Différence	Nombre de périodes
de 0 à 6	6 périodes
de 7 à 9	9 périodes
supérieure à 9	12 périodes

Le complément est octroyé par implantation existante au 15 janvier 2005. Sans préjudice des dispositions prévues à l'arrêté royal du 2 août 1984 portant rationalisation et programmation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire, le Gouvernement peut toutefois accorder une dérogation pour toute implantation à comptage séparé créée après le 15 janvier 2005.

§ 2. Sans préjudice de l'article 33, § 3, alinéa 2, le complément de périodes octroyé au § 1^{er} est exclusivement destiné à l'encadrement des élèves de 1^{re} et 2^e primaires.

§ 3. Le complément de périodes est octroyé du 1^{er} octobre au 30 septembre de l'année scolaire suivante. »

Art. 6. A l'article 33 du décret du 13 juillet 1998 précité sont apportées les modifications suivantes :

1°) au § 3, entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2, devenant l'alinéa 3, il est inséré un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Le nombre de périodes pour les titulaires ou les maîtres d'adaptation pour les élèves de 1^{re} et 2^e primaires, déterminé par le produit du nombre d'élèves inscrits au 30 septembre en 1^{re} et 2^e primaires par l'apport moyen visé au § 1^{er} alinéa 2 de l'article 31*bis*, est à imputer au résultat obtenu à l'alinéa précédent. »

2°) au § 4, entre les termes « des maîtres d'adaptation » et les termes « des maîtres d'éducation physique » sont insérés les termes « à temps plein ou à mi-temps »; et entre les termes « des maîtres de seconde langue assurant les cours visés sous 4 » et les termes « des périodes d'adaptation à la langue de l'enseignement visées à l'article 32, § 3 » sont insérés les termes « des périodes pour l'encadrement complémentaire en 1^{re} et 2^e primaires visées à l'article 31*bis* ».

3°) au § 4, dont le texte tel que modifié au 2° forme l'alinéa premier, il est ajouté un second alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, pour les écoles ou implantations à comptage séparé dont le capital-périodes est égal ou inférieur à 64 périodes, le nombre de périodes restantes après les différentes imputations ne constitue pas le reliquat. Ces périodes sont à affecter à la remédiation au sein de l'école ou de l'implantation à comptage séparé ».

Art. 7. Le dernier alinéa de l'article 34 du décret du 13 juillet 1998 précité, complété par le décret du 27 mars 2002, est remplacé par la disposition suivante :

« Au niveau de l'utilisation des reliquats visée aux alinéas 3 et 4, l'ensemble des implantations bénéficiaires de discriminations positives visée à l'article 4, § 4, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en oeuvre de discriminations positives reçoit un nombre de périodes au moins équivalent à celui que constitue la somme des reliquats de l'ensemble de ces implantations.

Sur proposition motivée de la zone dans l'enseignement de la Communauté française, du pouvoir organisateur dans l'enseignement officiel subventionné et de l'entité dans l'enseignement libre subventionné, le Gouvernement peut, à titre exceptionnel, autoriser la zone, la commune ou l'entité à déroger aux dispositions prévues à l'alinéa précédent. »

Art. 8. A l'article 36 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, complété par le décret du 27 mars 2002, est ajouté un quatrième alinéa rédigé comme suit :

« Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux écoles ou implantations à comptage séparé dont le capital-périodes est égal ou inférieur à 64 périodes. »

Art. 9. A l'article 37 du décret du 13 juillet 1998 précité, complété par les décrets du 14 juin 2001 et du 27 mars 2002, sont apportées les modifications suivantes :

1°) à l'alinéa premier, entre les termes « la répartition visée à l'article 33 » et les termes « selon les procédures fixées à l'article 34, alinéas 2 et 3 » sont insérés les termes « sans préjudice des dispositions prévues par l'article 31bis »;

2°) à l'alinéa 2, avant les termes « Dans l'enseignement de la Communauté française » sont insérés les termes « Sans préjudice des dispositions prévues par l'article 31bis »;

3°) il est ajouté un dernier alinéa rédigé comme suit :

« Sur proposition motivée de la zone dans l'enseignement de la Communauté française, du pouvoir organisateur dans l'enseignement officiel subventionné et de l'entité dans l'enseignement libre subventionné, le Gouvernement peut, à titre exceptionnel, autoriser la zone, la commune ou l'entité à déroger aux dispositions prévues à l'alinéa précédent. »

Art. 10. A l'article 42 du décret du 13 juillet 1998 précité, complété par le décret du 17 juillet 2002, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « dix demi-jours » sont remplacés par les mots « huit demi-jours »;

2° le mot « dixième » est remplacé par le mot « huitième ».

Art. 11. L'article 43 du décret du 13 juillet 1998 précité est remplacé par la disposition suivante :

« Article 43. Un deuxième comptage est réalisé le 11^e jour d'ouverture des écoles qui suit les vacances d'automne. Il prend en compte les élèves qui, âgés de deux ans et demi au moins, ont fréquenté l'école ou l'implantation considérée pendant huit demi-jours répartis sur dix journées depuis le comptage précédent, à condition que leur inscription n'ait pas été retirée ou qu'une inscription dans une autre école n'ait pas été prise ensuite.

L'encadrement n'est revu à la hausse par rapport à l'article 42 que si le nombre d'élèves régulièrement inscrits atteint la norme supérieure permettant l'organisation ou le subventionnement d'un emploi à mi-temps, ou à temps plein. Sans préjudice des articles 44, 44bis et 44ter, le nouvel encadrement s'applique du 11^e jour de classe qui suit les vacances de Toussaint jusqu'au 30 juin. »

Art. 12. L'article 44 du décret du 13 juillet 1998 précité est remplacé par la disposition suivante :

« Article 44. Un troisième comptage est réalisé le 11^e jour d'ouverture des écoles qui suit les vacances d'hiver. Il prend en compte les élèves qui, âgés de deux ans et demi au moins, ont fréquenté l'école ou l'implantation considérée pendant huit demi-jours répartis sur dix journées depuis le comptage précédent à condition que leur inscription n'ait pas été retirée ou qu'une inscription dans une autre école n'ait pas été prise ensuite.

L'encadrement n'est revu à la hausse par rapport à l'article 43 que si le nombre d'élèves régulièrement inscrits atteint la norme supérieure permettant l'organisation ou le subventionnement d'un emploi à mi-temps ou à temps plein. Sans préjudice des articles 44bis et 44ter, le nouvel encadrement s'applique du 11^e jour de classe qui suit les vacances de Noël jusqu'au 30 juin. »

Art. 13. Dans le décret du 13 juillet 1998 précité, il est inséré un article 44bis rédigé comme suit :

« Article 44bis. Un quatrième comptage est réalisé le 11^e jour d'ouverture des écoles qui suit les vacances de Carnaval. Il prend en compte les élèves qui, âgés de deux ans et demi au moins, ont fréquenté l'école ou l'implantation considérée pendant huit demi-jours répartis sur dix journées depuis le comptage précédent à condition que leur inscription n'ait pas été retirée ou qu'une inscription dans une autre école n'ait pas été prise ensuite.

L'encadrement n'est revu à la hausse par rapport à l'article 44 que si le nombre d'élèves régulièrement inscrits atteint la norme supérieure permettant l'organisation ou le subventionnement d'un emploi à mi-temps ou à temps plein. Sans préjudice de l'article 44ter, le nouvel encadrement s'applique du 11^e jour de classe qui suit les vacances de Carnaval jusqu'au 30 juin. »

Art. 14. Dans le décret du 13 juillet 1998 précité, il est inséré un article 44ter rédigé comme suit :

« Article 44ter. Un cinquième comptage est réalisé le 11^e jour d'ouverture des écoles qui suit les vacances de printemps. Il prend en compte les élèves qui, âgés de deux ans et demi au moins, ont fréquenté l'école ou l'implantation considérée pendant huit demi-jours répartis sur dix journées depuis le comptage précédent à condition que leur inscription n'ait pas été retirée ou qu'une inscription dans une autre école n'ait pas été prise ensuite.

L'encadrement n'est revu à la hausse, par rapport à l'article 44bis, que si le nombre d'élèves régulièrement inscrits atteint la norme supérieure permettant l'organisation ou le subventionnement d'un emploi à mi-temps ou à temps plein. Le nouvel encadrement s'applique du 11^e jour de classe qui suit les vacances de printemps jusqu'au 30 juin. »

Art. 15. A l'article 45 du décret du 13 juillet 1998 précité, entre l'alinéa 3 et l'alinéa 4, devenant l'alinéa 6, sont insérés deux alinéas 4 et 5 rédigés comme suit :

« Par dérogation à ce qui précède, si au 1^{er} octobre de l'année scolaire en cours, la variation du nombre d'élèves, à la hausse ou à la baisse, est telle qu'une des normes définies à l'alinéa 1^{er} est atteinte, le complément d'emploi prévu à l'alinéa 2 est ajusté en conséquence.

L'article 41, § 2 est d'application dans ce calcul. »

Art. 16. L'article 46 du décret du 13 juillet 1998 précité est complété comme suit :

« Au niveau de l'utilisation des demi-emplois visés à l'alinéa 1^{er}, l'ensemble des implantations bénéficiaires de discriminations positives visée à l'article 4, § 4, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives reçoit un nombre de demi-emplois au moins équivalent à celui que constitue la somme des demi-emplois de l'ensemble de ces implantations.

Sur proposition motivée de la zone dans l'enseignement de la Communauté française, du pouvoir organisateur dans l'enseignement officiel subventionné et de l'entité dans l'enseignement libre subventionné, le Gouvernement peut, à titre exceptionnel, autoriser la zone, la commune ou l'entité à déroger aux dispositions prévues à l'alinéa précédent. »

CHAPITRE II. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 17. Entre les articles 98bis et 99 du décret du 13 juillet 1998 précité est inséré un article 98ter rédigé comme suit :

« Pour l'année scolaire 2005/2006,

§ 1^{er} Sans préjudice de l'article 27, pour les écoles ou implantations à comptage séparé comptant plus de 50 élèves au niveau primaire, le nombre de périodes générées pour le complément d'encadrement pour les 1^{re} et 2^e primaires, est déterminé, au 1^{er} octobre, par la différence entre le nombre de périodes correspondant à l'encadrement nécessaire pour 20 élèves, et le nombre d'élèves de 1^{re} et 2^e primaires par implantation multipliée par l'apport moyen calculé au 15 janvier précédent visé à l'alinéa 2.

L'apport moyen visé à l'alinéa précédent est obtenu, au 15 janvier, en divisant le capital-périodes constitué des périodes de titulaires, d'éducation physique et de maître d'adaptation par le nombre d'élèves total de l'école ou de l'implantation à comptage séparé.

L'encadrement nécessaire pour 20 élèves visé à l'alinéa 1^{er} est obtenu au 1^{er} octobre en divisant la somme des élèves de 1^{re} et 2^e primaires par implantation par 20 et en multipliant ce résultat par 26, arrondi le cas échéant au quart temps supérieur.

La différence visée à l'alinéa 1^{er} est à reporter dans le tableau ci-dessous pour déterminer le nombre de périodes constituant le complément qui y correspond.

Différence	Nombre de périodes
de 0 à 6	4 périodes
de 7 à 9	6 périodes
supérieure à 9	8 périodes

Le complément est octroyé par implantation existante au 15 janvier 2005. Sans préjudice des dispositions prévues à l'arrêté royal du 2 août 1984 portant rationalisation et programmation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire, le Gouvernement peut toutefois accorder une dérogation pour toute implantation à comptage séparé créée après le 15 janvier 2005.

§ 2. Sans préjudice de l'article 33, § 3, alinéa 2, du décret du 13 juillet 1998 précité, le complément de périodes octroyé au § 1^{er} est exclusivement destiné à l'encadrement des élèves de 1^{re} et 2^e primaires.

§ 3. Le complément de périodes est octroyé du 1^{er} octobre 2005 au 30 septembre 2006.

§ 4. 4 périodes sont accordées du 1^{er} au 30 septembre 2005 à toutes les implantations visées au § 1^{er}. »

Art. 18. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2005, à l'exception des articles 5 et 12 qui entrent en vigueur le 1^{er} septembre 2006.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 juillet 2005.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,

Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances,

M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,

C. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

Notes

(1) *Session 2004-2005.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 129-1. — Amendements en commission, n° 129-2. — Rapport, n° 129-3. — Amendements en séance, n° 129-4.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 19 juillet 2005.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2005 — 2254

[C — 2005/29230]

20 JULI 2005. — Decreet houdende verbetering van de omkadering in het kleuter- en lager onderwijs

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Artikel 11, § 2, van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, wordt vervangen als volgt :

« § 2. In het Frans Gemeenschapsonderwijs en in het gesubsidieerd onderwijs houden respectievelijk de directeur en de inrichtende macht het wekelijks lesrooster van de leerlingen en de leerkrachten ter beschikking van de Regering, volgens de door haar nader te bepalen regels, na overleg met het basisoverlegcomité in het onderwijs van de Franse Gemeenschap, de plaatselijke paritaire commissie in het gesubsidieerd officieel onderwijs en de ondernemingsraden, of, bij gebreke hiervan, het comité voor preventie en bescherming op het werk, of bij gebreke hiervan, de plaatselijke overleginstanties, of, bij gebreke hiervan, de vakverenigingen in het gesubsidieerd vrij onderwijs.

Het wekelijks lesrooster van de leerlingen vermeldt welke personeelsleden de verschillende lessen geven. »

Art. 2. In artikel 28 van het voornoemde decreet van 13 juli 1998 worden de woorden « de bijkomende omkadering voor de eerste en tweede jaren lager onderwijs en » ingevoegd tussen de woorden « zonodig, » en de woorden « voor de lessen voor aanpassing aan de taal van het onderwijs ».

Art. 3. In artikel 29, § 1 van het voornoemde decreet van 13 juli 1998, in de tabel, wordt het aantal lestijden « 26 » voor het aantal leerlingen tot 19 vervangen door het aantal « 32 », het aantal lestijden « 28 » voor het aantal leerlingen van 20 tot 25 wordt vervangen door het aantal « 38 » en het aantal lestijden « 54 » voor het aantal leerlingen van 31 tot 44 wordt vervangen door het aantal « 64 ».

Art. 4. In artikel 30 van het voornoemde decreet van 13 juli 1998 worden twee leden toegevoegd, luidend als volgt :

« In afwijking van wat voorafgaat, indien de schommeling van het aantal leerlingen, in verhoging of in vermindering, op 1 oktober van het lopende schooljaar zodanig is dat één van de normen bepaald in het eerste lid bereikt wordt, wordt het aantal lestijden voor de schooldirectie dientengevolge aangepast.

§ 2 van artikel 29 is van toepassing voor de telling van het aantal leerlingen bedoeld in de vorige leden. »

Art. 5. Tussen de artikelen 31 en 32 van het voornoemde decreet van 13 juli 1998 wordt een artikel 31bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 31bis. § 1. Onverminderd artikel 27, voor de scholen of vestigingsplaatsen met afzonderlijke telling met meer dan 50 leerlingen op het lager niveau, wordt het aantal lestijden voor de bijkomende omkadering voor het eerste en het tweede jaar lager onderwijs bepaald op 1 oktober door het verschil tussen het aantal lestijden dat overeenstemt met de nodige omkadering voor 20 leerlingen, en het aantal leerlingen van het eerste en het tweede jaar lager onderwijs per vestigingsplaats vermenigvuldigd met de gemiddelde inbreng berekend op 15 januari van het voorbije schooljaar bedoeld in het tweede lid.

De gemiddelde inbreng bedoeld in het vorige lid wordt verkregen, op 15 januari, door het lestijdenpakket samengesteld uit de lestijden van de titularissen, van de lichamelijke opvoeding en van de taakleraar te delen door het totaal aantal leerlingen van de school of van de vestigingsplaats met afzonderlijke telling.

De nodige omkadering voor 20 leerlingen bedoeld in het eerste lid wordt verkregen op 1 oktober door de som van de leerlingen van het eerste en het tweede jaar lager onderwijs per vestigingsplaats te delen door 20 en door dit resultaat met 26 te vermenigvuldigen, afgerond in voorkomend geval op vierde tijd naar boven.

Het verschil bedoeld in het eerste lid moet opgenomen worden in de tabel onderaan om het aantal lestijden te bepalen dat de overeenstemmende aanvulling samenstelt.

Verskil	Aantal lestijden
van 0 tot 6	6 lestijden
van 7 tot 9	9 lestijden
hogere dan 9	12 lestijden

De aanvulling wordt toegekend per bestaande vestigingsplaats op 15 januari 2005. Onverminderd de bepalingen voorzien in het koninklijk besluit van 2 augustus 1984 houdende rationalisatie en programmatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs, kan de Regering nochtans een afwijking toekennen voor elke vestigingsplaats met afzonderlijke telling die opgericht wordt na 15 januari 2005.

§ 2. Onverminderd artikel 33, § 3, tweede lid, wordt de aanvulling van lestijden toegekend in § 1 uitsluitend bestemd voor de omkadering van de leerlingen van het eerste en het tweede jaar lager onderwijs.

§ 3. De aanvulling van lestijden wordt toegekend van 1 oktober tot 30 september van het volgende schooljaar. »

Art. 6. In artikel 33 van het voornoemde decreet van 13 juli 1998 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1) in § 3, tussen het eerste en het tweede lid, dat het derde lid wordt, wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Het aantal lestijden voor de titularissen of de taakleraren voor de leerlingen van het eerste en het tweede jaar lager onderwijs, bepaald door de vermenigvuldiging van het aantal leerlingen ingeschreven op 30 september in het eerste en het tweede jaar lager onderwijs met de gemiddelde inbreng bedoeld in § 1, tweede lid van artikel 31bis, wordt toegerekend aan het resultaat bekomen in het vorige lid. »

2) in § 4, tussen de woorden « de taakleraars » en de woorden « leermeesters lichamelijke opvoeding » worden de woorden « voltijdse of halftijdse » ingevoegd; en tussen de woorden « de leermeesters tweede taal die het taalonderricht bedoeld onder 4 verzorgen » en de woorden « van de lestijden voor aanpassing aan de taal van het onderwijs bedoeld in artikel 32, § 3 » worden de woorden « van de lestijden voor de aanvullende omkadering in het eerste en het tweede jaar lager onderwijs bedoeld in artikel 31bis ».

3) in § 4, waarvan de tekst zoals gewijzigd in 2) het eerste lid vormt, wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

« In afwijking van het vorige lid, voor de scholen en vestigingsplaatsen met afzonderlijke telling waarvan het lestijdenpakket gelijk is aan of lager is dan 64 lestijden, vormt het aantal lestijden die overblijven na de verschillende inschrijvingen niet het overschot. Deze lestijden moeten worden toegewezen aan de remediëring binnen de school of de vestigingsplaats met afzonderlijke telling. »

Art. 7. Het laatste lid van artikel 34 van het voornoemde decreet van 13 juli 1998, aangevuld met het decreet van 27 maart 2002, wordt vervangen als volgt :

« Op het niveau van het gebruik van de in het derde en het vierde lid bedoelde overschotten, verkrijgt het geheel van de vestigingsplaatsen die een maatregel voor positieve discriminatie genieten, bedoeld in artikel 4, § 4, van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, een aantal lestijden dat ten minste gelijk is aan dat van de som van de overschotten van het geheel van deze vestigingsplaatsen.

Op gemotiveerd voorstel van de zone in het Frans Gemeenschapsonderwijs, van de inrichtende macht in het gesubsidieerd officieel onderwijs en van de entiteit in het gesubsidieerd vrij onderwijs kan de Regering uitzonderlijk de zone, de gemeente of de entiteit ertoe machtigen van de bepalingen bedoeld in het vorige lid af te wijken. »

Art. 8. In artikel 36 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, aangevuld met het decreet van 27 maart 2002, wordt een vierde lid toegevoegd, luidend als volgt :

« De bepalingen van dit artikel zijn niet van toepassing op de scholen of vestigingsplaatsen met afzonderlijke telling waarvan de lestijdenpakket gelijk is aan of lager is dan 64 lestijden. »

Art. 9. In artikel 37 van het voornoemde decreet van 13 juli 1998, aangevuld met de decreten van 14 juni 2001 en 27 maart 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1°) in het eerste lid, tussen de woorden « de verdeling bedoeld in artikel 33 » en de woorden « volgens de procedures die werden vastgelegd in artikel 34, tweede en derde leden » worden de woorden « onverminderd de bepalingen bedoeld in artikel 31bis » ingevoegd;

2°) in het tweede lid, vóór de woorden « In het Frans Gemeenschapsonderwijs » worden de woorden « Onverminderd de bepalingen bedoeld in artikel 31bis » ingevoegd;

3°) er wordt een laatste lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Op gemotiveerd voorstel van de zone in het Frans Gemeenschapsonderwijs, van de inrichtende macht in het gesubsidieerd officieel onderwijs en van de entiteit in het gesubsidieerd vrij onderwijs kan de Regering uitzonderlijk de zone, de gemeente of de entiteit ertoe machtigen van de bepalingen bedoeld in het vorige lid af te wijken. »

Art. 10. In artikel 42 van het voornoemde decreet van 13 juli 1998, aangevuld met het decreet van 17 juli 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « tien halve dagen » worden vervangen door de woorden « acht halve dagen »;

2° het woord « tiende » wordt vervangen door het woord « achtste ».

Art. 11. Artikel 43 van het voornoemde decreet van 13 juli 1998 wordt vervangen als volgt :

« Art. 43. Er wordt een tweede telling uitgevoerd op de 11e werkdag van de scholen na de herfstvakantie. Deze houdt rekening met de leerlingen van minstens twee en een half jaar die de betrokken school of vestigingsplaats gedurende acht halve dagen verdeeld over tien dagen hebben bezocht sinds de vorige telling, op voorwaarde dat hun inschrijving niet ingetrokken werd of dat een inschrijving in een andere school niet daarna werd genomen.

De omkadering wordt enkel naar boven toe herzien in verhouding tot artikel 42 indien het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen de hogere norm bereikt, wat de organisatie of de subsidiëring van een deeltijdse of voltijdse arbeidsplaats mogelijk maakt. Onverminderd de artikelen 44, 44bis en 44ter, is de nieuwe omkadering van toepassing vanaf de 11e werkdag van de scholen na de Allerheiligen vakantie tot 30 juni. »

Art. 12. Artikel 44 van het voornoemde decreet van 13 juli 1998 wordt vervangen als volgt :

« Art. 44. Er wordt een derde telling uitgevoerd op de 11e werkdag van de scholen na de wintervakantie. Deze houdt rekening met de leerlingen van minstens twee en een half jaar die de betrokken school of vestigingsplaats gedurende acht halve dagen verdeeld over tien dagen hebben bezocht sinds de vorige telling, op voorwaarde dat hun inschrijving niet ingetrokken werd of dat een inschrijving in een andere school niet daarna werd opgenomen.

De omkadering wordt enkel naar boven toe herzien in verhouding tot artikel 43 indien het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen de hogere norm bereikt, wat de organisatie of de subsidiëring van een deeltijdse of voltijdse arbeidsplaats mogelijk maakt. Onverminderd de artikelen 44bis en 44ter, is de nieuwe omkadering van toepassing vanaf de 11e werkdag van de scholen na de kerstvakantie tot 30 juni. »

Art. 13. In het voornoemde decreet van 13 juli 1998 wordt een artikel *44bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *44bis*. Er wordt een vierde telling uitgevoerd op de 11e werkdag van de scholen na de krokusvakantie. Deze houdt rekening met de leerlingen van minstens twee en een half jaar die de betrokken school of vestigingsplaats gedurende acht halve dagen verdeeld over tien dagen hebben bezocht sinds de vorige telling, op voorwaarde dat hun inschrijving niet ingetrokken werd of dat een inschrijving in een andere school niet daarna werd opgenomen.

De omkadering wordt enkel naar boven toe herzien in verhouding tot artikel 44 indien het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen de hogere norm bereikt, wat de organisatie of de subsidiëring van een deeltijdse of voltijdse arbeidsplaats mogelijk maakt. Onverminderd artikel *44ter*, is de nieuwe omkadering van toepassing vanaf de 11e werkdag van de scholen na de krokusvakantie tot 30 juni. »

Art. 14. In het voornoemde decreet van 13 juli 1998 wordt een artikel *44ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *44ter*. Er wordt een vijfde telling uitgevoerd op de 11de werkdag van de scholen na de lentevakantie. Deze houdt rekening met de leerlingen van minstens twee en een half jaar die de betrokken school of vestigingsplaats gedurende acht halve dagen verdeeld over tien dagen hebben bezocht sinds de vorige telling, op voorwaarde dat hun inschrijving niet ingetrokken werd of dat een inschrijving in een andere school niet daarna werd opgenomen.

De omkadering wordt enkel naar boven toe herzien in verhouding tot artikel *44bis* indien het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen de hogere norm bereikt, wat de organisatie of de subsidiëring van een deeltijdse of voltijdse arbeidsplaats mogelijk maakt. De nieuwe omkadering is van toepassing vanaf de 11de werkdag van de scholen na de lentevakantie tot 30 juni ».

Art. 15. In artikel 45 van het voornoemde decreet van 13 juli 1998, tussen het derde en het vierde lid, dat het zesde lid wordt, worden twee leden 4 en 5, ingevoegd, luidend als volgt :

« In afwijking van wat voorafgaat, indien de schommeling van het aantal leerlingen, in verhoging of in vermindering, op 1 oktober van het lopende schooljaar zodanig is dat één van de normen bepaald in het eerste lid bereikt wordt, worden de bijkomende betrekkingen bedoeld in het tweede lid dientengevolge aangepast.

Artikel 41, § 2 is van toepassing in deze berekening ».

Art. 16. Artikel 46 van het voornoemde decreet van 13 juli 1998 wordt aangevuld als volgt :

« Op het niveau van het gebruik van de in het eerste lid bedoelde halftijdse betrekkingen, verkrijgt het geheel van de vestigingsplaatsen die een maatregel voor positieve discriminatie genieten, bedoeld in artikel 4, § 4, van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, een aantal halftijdse betrekkingen dat ten minste gelijk is aan dat van de som van de halftijdse betrekkingen van het geheel van deze vestigingsplaatsen.

Op gemotiveerd voorstel van de zone in het Frans Gemeenschapsonderwijs, van de inrichtende macht in het gesubsidieerd officieel onderwijs en van de entiteit in het gesubsidieerd vrij onderwijs kan de Regering uitzonderlijk de zone, de gemeente of de entiteit ertoe machtigen van de bepalingen bedoeld in het vorige lid af te wijken. »

HOOFDSTUK II. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 17. Tussen de artikelen *98bis* en 99 van het voornoemde decreet van 13 juli 1998 wordt een artikel *98ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Voor het schooljaar 2005/2006,

§ 1. Onverminderd artikel 27, voor de scholen of vestigingsplaatsen met afzonderlijke telling met meer dan 50 leerlingen op het lager niveau, wordt het aantal lestijden voor de aanvullende omkadering voor het eerste en het tweede jaar lager onderwijs bepaald op 1 oktober door het verschil tussen het aantal lestijden dat overeenstemt met de nodige omkadering voor 20 leerlingen, en het aantal leerlingen van het eerste en het tweede jaar lager onderwijs per vestigingsplaats vermenigvuldigd met de gemiddelde inbreng berekend op 15 januari van het vorige schooljaar bedoeld in het tweede lid.

De gemiddelde inbreng bedoeld in het vorige lid wordt verkregen, op 15 januari, door het lestijdenpakket samengesteld uit de lestijden van de titularissen, van de lichamelijke opvoeding en van de taakleraar te delen door het totaal aantal leerlingen van de school of van de vestigingsplaats met afzonderlijke telling.

De nodige omkadering voor 20 leerlingen bedoeld in het eerste lid wordt verkregen op 1 oktober door de som van de leerlingen van het eerste en het tweede jaar lager onderwijs per vestigingsplaats te delen door 20 en door dit resultaat met 26 te vermenigvuldigen, afgerond in voorkomend geval op vierde tijd naar boven.

Het verschil bedoeld in het eerste lid moet opgenomen worden in de tabel onderaan om het aantal lestijden te bepalen dat de overeenstemmende aanvulling samenstelt.

Verskil	Aantal lestijden
van 0 tot 6	4 lestijden
van 7 tot 9	6 lestijden
hoger dan 9	8 lestijden

De aanvulling wordt toegekend per bestaande vestigingsplaats op 15 januari 2005. Onverminderd de bepalingen voorzien in het koninklijk besluit van 2 augustus 1984 houdende rationalisatie en programmatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs, kan de Regering nochtans een afwijking toekennen voor elke vestigingsplaats met afzonderlijke telling die opgericht wordt na 15 januari 2005.

§ 2. Onverminderd artikel 33, § 3, tweede lid, van het voornoemde decreet van 13 juli 1998 wordt de toevoeging van lestijden toegekend in § 1 uitsluitend bestemd voor de omkadering van de leerlingen van het eerste en het tweede jaar lager onderwijs.

§ 3. De aanvulling van lestijden wordt toegekend vanaf 1 oktober 2005 tot 30 september 2006.

§ 4. 4 lestijden worden toegekend vanaf 1 tot 30 september 2005 aan alle vestigingsplaatsen bedoeld in § 1. »

Art. 18. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2005, met uitzondering van de artikelen 5 en 12 die op 1 september 2006 in werking treden.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 juli 2005.

De Minister-Présidente, belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor sociale promotie,
Mevr. M. ARENA

De Vice-Présidente, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-Président, Minister van Begroting en Financiën,
M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,
C. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2005 — 2255

[C — 2005/29193]

29 AVRIL 2005. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la procédure d'introduction des demandes d'allocations d'études supérieures ainsi que les conditions de leur octroi

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret, réglant pour la Communauté française, les allocations et les prêts d'études, coordonné le 7 novembre 1983, notamment les articles 1^{er}, § 5, 3, alinéa 1^{er}, et 7;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 23 mai 1985 fixant la procédure d'introduction des demandes d'allocations d'études supérieures ainsi que les conditions de leur octroi, tel que modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 avril 1987 et les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 12 décembre 1994, 12 mai 1999, 31 janvier 2002 et 4 février 2004;

Vu l'avis du Conseil supérieur des allocations et prêts d'études, donné le 19 janvier 2005;

Vu la concertation du 20 janvier 2005 avec les organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 décembre 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 décembre 2004;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 21 mars 2005 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition de la Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Les demandes d'allocations d'études supérieures doivent être introduites au moyen des formulaires dont le modèle est arrêté par le Ministre qui a les allocations et prêts d'études dans ses attributions.

§ 2. Ces demandes doivent être adressées par envoi recommandé, soit :

1^o au Service des allocations d'études supérieures de la province où est situé l'établissement d'enseignement que le candidat fréquentera pendant l'année académique pour laquelle l'allocation est sollicitée;

2^o au Service des allocations d'études supérieures de Bruxelles-Brabant wallon, s'il s'agit de candidats poursuivant leurs études dans la région de Bruxelles-Capitale, dans la province du Brabant wallon, en dehors de la Communauté française ou à l'étranger.

Art. 2. § 1^{er}. Sauf cas exceptionnels définis au présent article, les demandes doivent être envoyées au plus tard le 31 octobre de l'année académique pour laquelle l'allocation est sollicitée.

§ 2. Sont reconnues comme relevant d'un cas exceptionnel les demandes dont le retard d'introduction est justifié par l'un des motifs suivants :

1^o le décès de la ou de l'une des personnes pourvoyant à l'entretien de l'étudiant ou en ayant la charge;

2^o l'hospitalisation, pendant trente jours consécutifs au moins, du candidat, ou de la ou de l'une des personnes pourvoyant à l'entretien de l'étudiant ou en ayant la charge;

3^o la perte de l'emploi principal de la ou de l'une des personnes pourvoyant à l'entretien du candidat ou en ayant la charge;

Ces motifs ne peuvent toutefois être pris en considération que si les situations invoquées se sont produites après le 1^{er} juillet précédant le début de l'année académique envisagée.

4^o l'information tardive du candidat de ses résultats de l'année d'études antérieure ou de toute délibération concernant son admission dans l'année d'études envisagée, pour autant que ce retard soit imputable exclusivement aux autorités habilitées à décider de ces résultats ou de cette admission;

5^o la situation de passage conditionnel du demandeur, pour autant que la délibération portant sur les matières de l'année académique antérieure ait lieu avant le 15 février de l'année académique pour laquelle l'allocation d'études est demandée;

6^o l'inscription dans une année académique, après le 31 octobre, pour autant que celle-ci soit autorisée légalement.

§ 3. Dans tous les cas visés au § 2 du présent article, la demande doit être introduite avant le 1^{er} mars de l'année académique pour laquelle l'allocation est sollicitée.